

Liberté Égalité Fraternité

PAYS HÔTE





Communication Conseil des ministres

26 juin 2024

La ministre des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques a présenté une communication sur la préparation des Jeux, à un mois jour pour jour de la cérémonie d'ouverture olympique. Les conditions sont réunies et les temps de passage parfaitement tenus pour réussir un évènement exemplaire: livraison des infrastructures en temps et en heure; finalisation des dispositifs ministériels d'accompagnement de l'organisation (sécurité, transports et accessibilité universelle, santé, visas, tourisme, etc.); respect des engagements en matière sociale et environnementale; maîtrise budgétaire; embarquement de tous les territoires; qualité de la préparation sportive, héritage durable pour la Nation.

Sur ces bases, le bon déroulement des Jeux **nécessitera une grande qualité de pilotage et de coordination** entre tous les acteurs mobilisés.

Les 70 ouvrages olympiques ont été livrés par la SOLIDEO dans les temps et dans les budgets, avec pour dernière réalisation le village des athlètes à Lille, tout comme les grands projets de mobilités, dont le prolongement de la ligne 14, le dernier mis en service.

Le dispositif de sécurité conçu par le ministère de l'Intérieur et des outre-mer (MIOM) est prêt. Les services du Premier ministre et l'ensemble des ministères sont pleinement mobilisés en matière de cyber sécurité et de lutte contre la manipulation de l'information. Les Armées vont mobiliser 18 000 militaires à travers l'opération Sentinelle ainsi que des forces spécialisées, pour appuyer l'action des 35 000 policiers et gendarmes qui seront mobilisés chaque jour, dans le cadre d'un effort coordonné d'une ampleur inédite.

Un travail d'anticipation de la menace est conduit pour prévenir et détecter toute action violente contre les Jeux. Les plus de 550 000 enquêtes administratives de sécurité déjà menées sous l'égide du MIOM ont permis d'écarter 2 700 personnes à date, en raison de leur appartenance à des mouvances radicales ou de leurs antécédents judiciaires. Parallèlement, les services de renseignement sont particulièrement mobilisés : la Direction générale de la Sécurité intérieure a déjà pu prévenir la commission d'un attentat visant explicitement un site olympique.



À mi-parcours du Relais de la Flamme, organisé par le comité d'organisation en synergie avec les collectivités et les équipes préfectorales, le cap des 3 millions de spectateurs est dépassé. Cet évènement populaire se déroule dans des conditions optimales de sécurité depuis son arrivée à Marseille grâce à une attention particulière contre les tentatives de déstabilisation : 89 interpellations ont été menées, 190 actions de contestations entravées et 41 drones brouillés.

Le plan de mobilisation de la filière de sécurité privée, porté par la Préfecture de Région Île-de-France et France Travail, est un succès avec plus de 25 500 personnes formées. Les objectifs de mobilisation d'un volume inédit d'agents de sécurité privée (22 000 au pic du 26 juillet) sont en passe d'être totalement atteints.

Concernant la cérémonie d'ouverture olympique sur la Seine, les derniers préparatifs se poursuivent avec le succès du test de navigation du 17 juin. L'attribution des 222 000 invitations gratuites sur les quais hauts est en cours (43 % déjà allouées) sous le pilotage des trois coorganisateurs (l'État, la Ville de Paris et le comité d'organisation). Le 26 juillet fait l'objet d'un dispositif de sécurisation inédit, avec 45 000 forces de sécurité intérieure dont 650 membres des unités d'intervention spécialisées (GIGN, RAID, BRI), des renforts d'expertise étrangers dans le cadre de la coopération policière internationale, 100 plongeurs démineurs et un dispositif de sûreté aérienne placée sous l'autorité du ministère des Armées. La même attention est portée à la préparation des trois autres cérémonies.

Pour assurer une expérience spectateur fluide durant les Jeux et particulièrement le jour de la cérémonie d'ouverture, un schéma national des mobilités et des plans de transport site par site ont été établis avec le ministère des transports, Ile-de-France Mobilités, la RATP et la SNCF, et sont pleinement articulés avec le dispositif de sécurité. Les contraintes pour les usagers ont été limitées au strict minimum, avec la réduction de 6 semaines notamment des fermetures initialement prévues des stations de métro dans Paris. Les plans de transport pour les Jeux Paralympiques sont finalisés; ils restent à communiquer.

Par ailleurs, ces Jeux seront les premiers 100 % cyclables, grâce à un réseau de 400 km de pistes, l'aménagement de 27 000 places de stationnement supplémentaires, 10 000 vélos additionnels en libre-service et des aides à l'acquisition ou à la location déployées par l'État dans le cadre du plan Vélo. La communication sur l'usage du vélo doit s'intensifier avec le retour à une météo plus clémente.

Dans la lignée de l'action de concertation menée par le Préfet de Police depuis 6 mois, la communication concernant les périmètres de sécurité, les restrictions de circulation liées aux opérations de montage des sites et le fonctionnement des voies olympiques réservées se poursuit, pour informer les riverains, les usagers et les acteurs économiques et sociaux. Les étudiants impactés par les jeux sont accompagnés par le Centre national des œuvres universitaires et scolaires (Cnous) et les parents d'élèves concernés par des aménagements à la rentrée scolaire seront également destinataires très prochainement d'une communication dédiée de la part des rectorats. Toutes les informations pratiques en matière de transport et de mobilité sont accessibles sur anticiperlesjeux.gouv.fr et la plateforme pass-jeux.gouv.fr délivre les QR-code nécessaires pour accéder à certaines zones : à ce jour, près de 310 000 demandes ont été reçues.

L'accessibilité universelle des Jeux s'est concrétisée, reconnu comme cela est par les associations représentatives des personnes en situation de handicap. L'objectif de 1 000 taxis accessibles est atteint et les 10 mesures pour l'accessibilité de nos transports, des aéroports aux gares, sont déployées. Le travail sur les cheminements vers les sites et les zones de dépose-reprise des passagers en situation de handicap se finalise sous l'autorité des préfets de département.

Dans le cadre d'une dernière révision, le budget du comité d'organisation est sécurisé et stabilisé. L'État (à hauteur de 33 M€) et les collectivités (Région Île-de-France, Métropole du Grand Paris, Ville de Paris) ont acté l'apport d'une contribution supplémentaire au financement des Jeux Paralympiques, pour lesquels les ventes de billets doivent par ailleurs continuer à s'accélérer. Les efforts conjoints avec Paris 2024 auront permis de contenir la progression du budget à moins de 15 % en 7 ans, malgré la guerre en Ukraine, le Covid et l'inflation. Une réserve pour aléas a pu en outre être reconstituée pour faire face à d'éventuels imprévus pendant les Jeux.

Sur le plan social, les JOP 2024 sont exemplaires et les engagements tenus, avec la 1ère charte sociale de l'histoire, 2,8 millions d'heures d'insertion bénéficiant sur les chantiers aux personnes éloignées de l'emploi, plus de 60 000 emplois créés, un taux d'accidentologie divisé par 5, une valorisation des compétences développées par les volontaires et un accès massif des marchés des Jeux aux TPE/PME françaises. Les plans de maintien de l'activité au sein de chaque ministère sont conclus et le dialogue social a été constant avec les organisations patronales et syndicales, pleinement associées au projet et à sa gouvernance depuis 2017.

Le Gouvernement a décidé de créer une commission d'indemnisation dans le cadre des Jeux pour établir et mettre en œuvre les principes de compensation des préjudices anormaux et spéciaux qui pourraient découler de décisions prises par l'État en relation directe avec l'organisation de l'évènement.

Sur le plan environnemental, les Jeux de Paris 2024 seront les premiers alignés sur l'Accord de Paris pour le Climat, avec une division par deux des émissions carbone par rapport aux éditions précédentes, permise par de multiples innovations en matière de constructions, de recyclage, d'approvisionnement, de transport, de raccordement aux énergies renouvelables, de la limitation de l'usage du plastique, etc.

La baignabilité de la Seine et de la Marne, pour laquelle l'État a mobilisé 700 M€ depuis 8 ans, sera un autre acquis durable des Jeux. Grâce à l'action des services de l'État et à l'ensemble des collectivités dans le cadre du Plan Baignade, les infrastructures destinées à assurer une qualité de l'eau répondant aux normes en vigueur sont en service et 100 % du plan d'action est mené à bien. Un suivi quotidien des données de qualité de l'eau et du débit du fleuve est opéré. Un investissement qui bénéficiera en héritage à tous les Franciliens dès 2025, avec l'ouverture d'une trentaine de sites de baignade.

Les schémas de commandement et de gestion de risques, ainsi que les plans de contingence destinés à faire face à d'éventuels aléas pendant les Jeux, ont été définis par la DIJOP. Ils devront faire l'objet d'un suivi et d'un pilotage renforcés pendant les Jeux.

Concernant la préparation du secteur sanitaire, les dernières analyses des besoins capacitaires du comité d'organisation se finalisent. Les hôpitaux franciliens mobiliseront 1860 ETP supplémentaires cet été pour anticiper la hausse attendue de 150 passages par jour aux urgences. La Polyclinique au village des athlètes est désormais installée.

Les acteurs du secteur touristique sont prêts à accueillir 16 millions de visiteurs avec une expérience fluide à l'arrivée sur le territoire et dans nos transports, et un secteur HCR aux meilleurs standards d'hospitalité. Concernant l'accueil de la famille olympique et des dignitaires, les dispositifs d'accréditation et protocolaires ainsi que les modalités de délivrance des visas sont finalisés, en lien avec le Comité International Olympique (CIO) et le comité d'organisation.

Sur le plan sportif, les bilans les plus récents permettent plus que jamais à l'Équipe de France d'envisager d'atteindre l'objectif dans le Top 5 des nations médaillées lors des JO. Cette dynamique prometteuse, qui s'observe aussi côté paralympique (pour un objectif top 8), reflète les efforts conjugués en faveur des athlètes du Ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques (300 M€ investis annuellement par l'État depuis 2020), de l'Agence nationale du sport et du mouvement sportif. Les sélections se poursuivent pour la constitution de la délégation tricolore et les porte-drapeaux seront prochainement élus par les athlètes, qui bénéficieront par ailleurs d'un accompagnement technique et extra-sportif inédit pendant les Jeux (Maison de la Performance, billetterie dédiée, carrés des supporters, etc.). Les dispositifs de lutte anti-dopage, de lutte contre toutes les formes de violences et le cyber harcèlement des sportifs, et de lutte contre la manipulation des compétitions sont en place en lien avec les acteurs sportifs et régaliens concernés aux plans national et international.

Pour faire vivre les Jeux au plus près des territoires, 180 fan zones « Clubs 2024 » sont en préparation partout en France et des plans d'animation territoriale sont déployés dans tous les territoires. Et pour ouvrir les Jeux au plus grand nombre, plus de 400 000 billets de la billetterie populaire sont actuellement distribués par l'État à 4 publics prioritaires, dont la jeunesse et les bénévoles, sous le pilotage de dix ministères. Le plan « Vacances olympiques et paralympiques 2024 » mettra à l'honneur la pratique sportive et les Jeux au sein des dispositifs « Quartier d'été »,

« Vacances apprenantes » et « Été culturel » portés par les ministères de la Culture, de la Jeunesse et de la Ville, mais aussi en **ouvrant les portes de nos clubs sportifs** pendant l'été sous l'impulsion du MSJOP en lien avec le mouvement sportif.

Enfin, l'ambition pour l'héritage durable des Jeux se concrétise jour après jour. Les ouvrages olympiques légueront aux habitants de Seine-Saint-Denis un parc de 4 000 logements, des résidences étudiantes et de nouveaux services de proximité. Les 3 000 clubs inclusifs formés avec le Comité Paralympique et Sportif Français, le plan 5 000 terrains de sport de proximité, les 3,2 M de bénéficiaires du Pass'Sport depuis 2021 et l'Alliance pour l'inclusion par le Sport sont autant de mesures déployées pour faire de la France une nation sportive. Dans le cadre de la Grande Cause Nationale, plus de 3 000 évènements de promotion de la pratique sportive sont notamment organisés cet été au cœur des villages, dans les campings et sur le littoral.

Pendant les Jeux, plusieurs évènements se tiendront pour faire vivre la diplomatie sportive et la mettre au service du développement durable, en lien avec le CIO.

Le ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques prépare par ailleurs avec les fédérations et les associations sportives l'accueil des nouveaux licenciés attendus à la rentrée dans la foulée des Jeux.

L'impact de l'accueil des Jeux de Paris 2024 par la France, estimé à 9 milliards d'euros (scénario central) sur le plan économique en Île-de-France, fera l'objet d'une évaluation complète, précise et documentée au lendemain de l'évènement, assise sur un programme de 13 études d'impact.